le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
19 au 25 mars 1998

10,00 F

Élections régionales : 42 % d'abstention !

Les élections passent, les luttes sociales s'imposent !

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES version 1998 confirment le profond divorce existant entre la classe politique, toutes tendances confondues, et des couches toujours plus larges de la population.

42 % d'abstention ! Ça claque comme une gifle, et sape la légitimité politique de celles et ceux qui prétendent vouloir nous gouverner.

Face à cette réalité gênante, les politiciens se désolent du désintérêt collectif pour la chose publique et du danger que cela ferait courir à la démocratie.

Cet argumentaire qui tend à nous prendre pour des imbéciles se garde bien de prendre en compte le fait que beaucoup d'individus ne sont pas aller voter parce que justement ils en ont marre d'être pris pour des billes. Il est clair qu'un tel taux d'abstention n'est possible que parce qu'il y a une volonté de la part de nombreux d'individus de marquer leur refus l'allégeance à quelque parti que ce soit.

Il s'agit donc bien d'un non-vote sanction, d'un acte hautement politique et conscient, assumé par une partie non négligeable de la population.

Bien entendu s'ajoutent à ceux-là toutes celles et ceux qui refusent d'être électeurs pour cause d'engagement militant dans la vie politique et sociale et pour qui la délégation de pouvoir à laquelle aboutit le système électoral est la marque même de la dépolitisation organisée des populations.

Par ailleurs il semble bien que les listes Lutte Ouvrière aient aussi bénéficié des suffrages de franges de populations révoltées par la situation sociale et qui ont choisi de marquer leur mécontentement par un vote protestataire en faveur d'une organisation qui a toujours affirmée son anticapitalisme. Cela ne veut pas dire que tous les votes qui se sont reportés sur Arlette Laguillier adhèrent au projet et aux idées de cette organisation trotskiste.

Il se confirme donc de plus en plus clairement qu'un espace politique existe en dehors des schémas de la représentation électorale.

C'est sans aucun doute le premier bilan à tirer de cette dernière farce électorale. Cela ne peut que conforter celles et ceux qui travaille à donner un contenu et des perspectives émancipatrices aux luttes sociales.

Pendant les élections les luttes revendicatives continuent !

D'un point de vue institutionnel la gauche plurielle va prendre le contrôle de plus d'une dizaine de régions. Elle peut donc apparaître satisfaite et estimer que les électeurs ont validé les dix mois de gouvernement Jospin. Pourtant elle aura rarement une majorité absolue dans les assemblées régionales et devra donc passer des alliances de gestion pour faire voter les budgets et autres projets. Cela ne peut se faire qu'en passant des compromis avec des secteurs du centre droit et des petites listes.

En fait c'est surtout le rejet de la droite et les divisions internes du R.P.R. et de l'U.D.F. qui donnent l'illusion de l'adhésion à la politique de Jospin et consort.

La gauche plurielle n'est pas à l'abri de la versatilité et des sautes d'humeur populaire et pourrait, à un moment ou un autre, se retrouver confrontée à un mouvement social qui n'a rien à faire des échéances électorales ni de la prétendue légitimité qui en découle.

Le F.N. semble avoir trouvé les limites de son influence et plafonne difficilement à 15 % même si en Alsace et en P.A.C.A. il améliore ses résultats en pourcentage. Les règles du jeu politiques vont quand même lui permettre de se faire mousser au moment du choix des présidences de région.

Ces élections régionales ne vont pas bouleverser profondément la donne sociale. Tout au plus va-t-on voir des changements d'appareil à la tête des exécutifs régionaux. La gauche plurielle va se chamailler quelque peu pour savoir si Marie Christine Blandin va conserver la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais avec son score riquiqui de 7 % et si le P.C.F. doit se voir attribuer ici ou là une présidence en récompense des services rendus à la majorité.

Mais comme elle l'a clairement annoncé, la gauche plurielle entend faire des régions les relais locaux de la politique gouvernementale. Il n'y a pas de miracle à attendre et tout à redouter !

De toute façon, le poids réel des Conseils régionaux et leur autonomie de décision sont relatifs, à l'image des masses financières qu'ils gèrent.

La somme des budgets des 22 régions françaises se montent à 70 milliards de francs quand par ailleurs l'État brasse entre 1 600 et 1 700 milliards de francs. Cette seule comparaison donne les limites de la régionalisation à la française.

Heureusement et c'est un fait constaté depuis quelques années les luttes sociales deviennent indifférentes aux périodes électorales.

Ce 15 mars, les chômeurs ont occupé le siège de la gauche plurielle à Paris, ouvert un hôtel vide dans le 18e arrondissement, les sans-papiers se sont mis de la fête en occupant, après Evry, de nouveaux lieux à Paris et au Havre et les sans-logis ont cru bon de manifester contre les expulsions.

Décidément les journées électorales sont très chargées et il n'y a donc rien d'étonnant à ce que tant de gens très occupés à gérer et à intervenir sur ce qui les concerne directement en oublient leur devoir de citoyen !

Bernard.
groupe Déjacque (Lyon)

RMI et allocation universelle
page 3

Coupe du monde : qui va faire la fête ?
page 5

L'AMI de la « World company »
page 6

EDITORIAL

La violence des jeunes refait surface. Surmédiatisée comme d'habitude ! Une semaine folle où l'on compte les morts et les voitures brûlées. Comme à Évry avec la mort d'un jeune lors d'une bagarre entre bandes rivales, ou comme dans la région de Rouen, à Pavilly, avec la mort d'une commerçante. Ou encore comme à Besançon avec son lot de voitures, et de centre social brûlés. Les réflexes sécuritaires ne se sont pas fait attendre. Et c'est la télévision qui est pour l'instant en ligne de mire. Alors qu'elle semble peu regardée par les jeunes, mais plutôt utilisée par eux. En effet, dans une émission télévisée de Michel Field, en janvier, un des jeunes n'a-t-il pas eu cette remarque : « Il faut casser quelque chose pour se faire entendre » ?

Se faire entendre, c'est bien un leitmotiv des révoltes d'aujourd'hui. Que ce soit celle des chômeurs ou celle des banlieues. En face, pour seule réponse, l'État criminalise ou rend criminel. Et comme la misère gagne du terrain, que le nombre de précaires, de demandeurs d'emploi, de personnes subissant chaque jour la violence institutionnelle augmentent, il y a fort à parier que le nombre de criminels va aller en s'accroissant.

Devant cette violence, les établissements scolaires sont en première ligne. Le « plan de rattrapage » d'Allègre pour la Seine Saint-Denis, présenté le 2 mars, ne résoudra en rien les problèmes économiques et sociaux des jeunes et de leurs familles. En effet, doubler le nombre d'emplois-jeunes dans les établissements scolaires ne va rien changer sur le fond du problème. En recruter 3 500 supplémentaires en supposant que cela va permettre de lutter efficacement contre la violence relève plus de la provocation que d'une réelle mesure. D'où les grèves qui se suivent pour dénoncer l'insuffisance d'un tel plan. Répondre par la précarité dans un souci de calmer les esprits avant des échéances électorales peut paraître risible. Mais nous devons en être conscient : l'État n'a plus que cela à proposer !

Alors, qu'attendons-nous pour réaliser le possible ?

ISSN 0026-9433 – N° 1115
M 2137 - 1115 - 10,00 F

L'évidence de la liberté

1. solidarité, action, organisation et individualisme

L'INDIVIDUALISME EST UNE attitude dégagée de toute influence extérieure (dogmatique, idéologique, théorique, institutionnelle...) par laquelle notre propre vision du monde et notre propre liberté déterminent nos comportements et nos actions sans même que ceux-ci soient proposés comme modèle à quiconque.
Cet individualisme n'est contradictoire ni avec la solidarité, ni avec l'engagement. Au contraire, il est le garant d'un engagement lucide et attentif à l'autre puisqu'il permet et exige des solidarités ponctuelles pour des actions précises, des objectifs clairs et en parfaite harmonie avec la liberté radicale qui les sous-tend.

Solidarité et tolérance

Solidarités ponctuelles et actions précises car il s'agit de solidarités au coup par coup, ce qui implique chaque fois une analyse réfléchie et lucide au lieu d'un engagement définitif (certes, un engagement définitif est lui aussi réfléchi, mais réfléchi une fois pour toute !). De plus, un engagement long sur un objectif large entraîne des concessions, des élagages jusqu'au tronc commun alors que ce qui rend pertinente une pensée, ce n'est pas le tronc commun, qui est partagé par tous, mais les originalités et les particularités qui la rendent précieuse entre toutes.
Or il ne peut y avoir sur ces particularités qu'accords ponctuels : d'une part ce sont des points précis et les partenaires de ces accords ne sont pas nécessairement « en phase » sur d'autres points, d'autre part chaque individu, unique précisément par la combinaison de ses particularités, voudra à juste titre les voir toutes présider à ses actions et il lui faudra avoir, point par point, différents partenaires avec lesquels il mettra en action chacune -ou quelques unes seulement- de ses spécificités. L'engagement solidaire de l'individu devient alors une mosaïque unique faite de l'imbrication d'engagements ponctuels multiples et de multiples partages.
Attentif à l'autre, disais-je plus haut, car ce type d'engagement contient l'écoute de l'autre : il me faut lui être attentif pour cerner là où je peux le rejoindre malgré d'autres points, et la où je me sépare de lui à cause d'autres points. Ce type d'engagement contient aussi la tolérance (*) car notre adhésion commune à une cause précise m'ouvre sur les engagements de l'autre un regard que je n'aurais peut-être pas eu sans le fraternel compagnonnage de luttes partagées.

Le péril institutionnel

À l'opposé, un engagement long sur un objectif large -engagement « de principe »- conduit à l'abandon de nos originalités, à une amputation de notre vision du monde dans ce qu'elle a de plus originale, donc de plus pertinent et de plus nécessaire aux autres, et il ne reste alors plus dans le « groupe permanent » que ce sur quoi tous sont grosso-modo d'accord (la doxa) et, pour ne mettre en péril ni la cohésion du groupe, ni la poursuite de l'engagement viendront alors d'abord l'autocensure puis la marginalisation des pensées hétérodoxes, l'intolérance, les exclusions, les luttes intestines et les dynamiques de « chefferies ».
J'ajoute qu'à mon sens un engagement ne doit jamais être durable car chacun le rejoignant alors selon son désir et le quittant quand il n'a plus « la pêche », la « cause » garde une vitalité permanente et une pertinente originalité meilleures que si elle traîne des « fidèles » essoufflés ou partiellement démotivés. Je dis bien « à mon sens » car si certains éprouvent le besoin de se réunir durablement sur une base définitivement fixée, grand bien leur fasse, tant qu'ils n'y obligent pas autrui. Comme l'écrivait William Godwin dès 1796 : « Tout est valable, même les fantaisies les plus absurdes, même les formules qui nous semblent les plus répulsives, aussi longtemps qu'elles trouvent des partisans pour les appliquer volontairement, sans prétendre y obliger les autres, aussi longtemps qu'elles ne font loi que pour ceux-là seuls qui se sont librement associés à elles. »
L'aspect ponctuel de l'engagement individualiste, parce qu'il conduit à se séparer une fois l'objectif (j'insiste : précis) atteint, fait que les mécanismes d'institutionnalisation de l'engagement, générateurs de conservatisme et de dérives « orthodoxes » (exclusions, luttes intestines, chefferies...) ne peuvent se produire.

Un fédéralisme dynamique

D'autre part la multiplicité de séparations/rencontres entraînées par cet aspect ponctuel de l'engagement individualiste constitue pour chaque individu une continuité unique et originale définissant un fédéralisme qui s'oppose, en les régénérant, à la fois au démocratisme républicain, au centralisme démocratique des « organisations » révolutionnaires avant-gardistes et à un certain fédéralisme rigide conçu uniquement comme une réponse technique à la contradiction individu/collectivité.
Ce fédéralisme d'individus (ou de groupements ponctuels d'individus) développe un tissu d'interactions dans lequel chaque individu est moteur fédérateur des multiples axes d'engagements, et chaque combat un espace fédérateur d'individus aux sensibilités multiples et diverses. Ce type de fédéralisme prend alors le même sens que ce que Max Stirner entendait par association : quelque chose en train de se faire par la volonté des individus et non la cristallisation (l'ossification écrivait-il) des actions en institutions.

Albert Libertad : « Pour connaître véritablement la liberté, il faut développer l'homme jusqu'à faire que nulle autorité n'ait la possibilité d'être. »

2 : solidarité, action, organisation et synthèse

Ces propositions de solidarité, d'action, d'organisation construites sur une base individualiste, dans lesquelles chacun investit ce qu'il veut pour réaliser le monde qu'il veut, avec qui il veut, parmi tous les autres possibles en train eux aussi de se réaliser dans des solidarités, des respects -et des indifférences- réciproques exigent, pour passer du domaine de l'utopie à celui de la réalité, de modifier les rapports de force actuels.
Il faut dès lors, dans la réalité même de cette société oppressive, que chacun, associé avec qui bon lui semble et comme il le juge opportun, puisse se battre et développer des luttes, des solidarités, un respect et une bienveillante indifférence mutuels dans et par lesquelles se construiront ce à quoi il aspire en tant qu'être libre, acteur et coacteur de ses libertés.
Certains -et je vais pour eux de la plus radicale des solidarités à la plus sympathique des indifférences- décident de s'investir qui dans la lutte syndicale, qui dans la lutte sociale, qui dans le combat féministe, qui dans des luttes et des pratiques de solidarité à l'échelle de leur quartier ou de leur ville, dans et/ou contre des institutions (professionnels, usagers, parents d'élèves,...), tout ceci n'étant d'ailleurs ni contradictoire ni exclusif, mais choisi en fonction de priorités définies selon leurs désirs, leurs sensibilités, leur positionnement social, leurs contraintes, leurs analyses, leurs rencontres, leurs sympathies, etc. Toutes sont également sympathiques, également respectables et bien sot, ou bien « terroriste », qui peut dire que Le-Sens-De-l'Histoire exige qu'on sacrifie à l'une toutes les autres.

L'organisation anarchiste

Parmi eux, certains -et j'en suis- ont décidé d'également s'investir dans la construction, le maintien et le fonctionnement d'une « organisation » spécifique anarchiste qui doit être l'espace fécond de la production, de l'expérimentation et de l'échange des propositions anarchistes. L'anarchie est une proposition radicalement et originalement différente de tout autre propos politique. Construite sur le respect des aspirations, de l'autonomie et de l'inaliénable capacité des personnes à contracter, elle ne consiste pas plus à peser sur les décisions institutionnelles qu'à initier, encadrer ou diriger « le mouvement de masses », mais à permettre à chacun, par la lutte et la solidarité, de lutter et vivre selon ses désirs et mettre en œuvre ses solutions.
Comme il est totalement improbable de trouver un groupe de libres personnes qui sur des points différents, des problèmes différents, des actions différentes auraient des analyses communes et seraient en perpétuel accord, le fédéralisme laisse convivre ces différences et permet à chacun, individu ou groupe d'individus, de s'unir et d'agir pour donner une commune solution à un commun problème.

La synthèse

Dans le choix de la construction d'une organisation anarchiste spécifique, seule la cohabitation de différents désirs et projets, différentes aspirations et propositions était à même d'illustrer et de prouver la pertinence et la validité de la proposition anarchiste. C'est par la synthèse et la cohabitation des ces diversités, par la capacité à faire vivre dans une organisation unique cette union des diversités, que se vérifie la proposition fédéraliste et non dans l'obligation et l'obéissance réglementaire. Elle ne peut même surgir que de cette synthèse, car obligation et obéissance impliquant sanction et force, il n'y a plus union, mais contrainte.
Par ailleurs, toute proposition qui contiendrait la nécessité de sacrifier l'intérêt des individus à l'intérêt collectif est une idée profondément marquée par la morale oppressive et les systèmes de pensée de toutes les structures autoritaires dont nous sommes malgré nous les héritiers. Comme d'ailleurs l'idée selon laquelle l'individualisme serait une déviance petite bourgeoise relève de la condamnation de ce que la morale chrétienne appelle le péché d'égoïsme ; condamnation dont on sait l'usage qu'il est toujours fait pour maintenir l'ordre de la domination et toutes les pratiques autoritaires, manœuvrières et crapuleuses qui lui sont liées.

Jean
groupe Maurice-Joyeux

(*) Le mot tolérance contient une certaine nuance de condescendance, mais je dois admettre qu'en ce qui concerne certains autres engagements de certains de mes compagnons de lutte, il m'est parfois difficile de me départir d'une certaine condescendance. Dans la même phrase il y a le mot « fraternel » et on pourrait objecter que tolérance et fraternel appartiennent au vocabulaire chrétien ; je dis moi que ces mots appartiennent à l'humanité et que si les chrétiens se les ont annexés, il nous faut les leur arracher !

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

RMI ou allocation universelle...

Il n'y a pas de misère acceptable !

La revendication pour l'extension du R.M.I. au moins de 26 ans a, depuis quelques années maintenant, fait son chemin... On a logiquement retrouvé cette idée dès le début du mouvement des chômeurs, fin 1997 ; idée justifiée au nom de "l'urgence"...

Sans vouloir jouer les donneurs de leçons, mais au contraire dans l'esprit d'amener des réflexions constructives au sein même du mouvement social, il ne nous est pas possible d'accepter cet axe revendicatif sans sourciller.

Au premier abord, l'idée d'un revenu minimum garanti pour tous peut paraître sympathique, généreuse, et même une mesure absolument indispensable en regard de la situation sociale catastrophique de millions de jeunes sans ressources.

Mais allons-nous oublier que l'instauration du R.M.I. a signifié une véritable institutionnalisation de la misère, et la définition en quelque sorte d'un seuil « acceptable » de pauvreté? Avec 2 000 F et quelques babioles (pour une personne seule), vous êtes censé survivre... Alors, si l'on peut toujours trouver des bonnes âmes pour penser tout haut : « c'est mieux que rien... », nous ne pouvons nous résoudre à ces discours misérabilistes, à ce minimalisme!

À partir de la question du R.M.I. et des minima sociaux, une autre idée a largement repris du poil de la bête : celle de l'allocation universelle.

L'allocation universelle ou la solution ultra-libérale ?

On peut redéfinir brièvement le principe d'une telle allocation : il s'agit de garantir aux citoyens, non pas un travail et un salaire, mais un certain revenu (donc un minima), avec ou sans obligation d'exercer une activité d'utilité sociale (selon les interprétations).

Ceci dit, pour « s'enrichir et prospérer » – ou tout simplement s'en sortir! – les braves citoyens, désormais allocataires universels, devraient continuer à se vendre sur un marché du travail qui, entretemps, aura été libéré des rigidités passéistes (traduisez le code du travail et tout ce qui aujourd'hui protège encore un tant soit peu les salariés). Car voilà bien le cœur du problème posé par le principe de l'allocation universelle : en projetant de généraliser un minima, elle s'intègre si bien aux vues ultra-libérales qu'on en vient à se demander si elle n'est pas un passage obligé dans la restructuration actuelle de la machine capitaliste!

Pour expliquer cela autrement : imposer la flexibilité et la précarité dans tous les secteurs, à une époque où le niveau de production rend intolérable le fait de « mourir dans la misère », incite la classe dominante à distribuer, en échange, le minimum vital.

Ainsi, par un fantastique tour de passe-passe, la mise en œuvre de l'allocation universelle permettrait, au nom de la « fin du salariat », de la raréfaction ou de la « fin du travail », au nom de la « lutte contre l'exclusion » et même au nom d'une prétendue critique du salariat (voir les écrits d'André Gorz récemment dans le journal *Le Monde*), l'éclosion d'un système reposant sur les règles du plus ultra des ultra-libéralismes.

De la science-fiction? Peut-être, mais il ne faut certainement pas sous-estimer combien l'allocation universelle peut correspondre à une attente forte de la bourgeoisie, en l'aidant dans son double objectif de pacification sociale et de flexibilisation tous azimut des processus de production et d'échange.

Procéder à ce type de réforme lui conférerait une nouvelle et forte légitimité. Elle pourrait ainsi se féliciter d'avoir enfin « éradiqué la misère et l'exclusion » et s'autoriser toutes les restructurations et les déréglementations que la guerre économique exige...!

En ne laissant plus exister qu'une sorte de pauvreté cadrée, contrôlée et acceptable, la bourgeoisie pourrait se débarrasser de tout l'attirail institutionnel encombrant composé des multiples organismes de protection sociale. Les allocations familiales, les indemnisations chômage, les pensions de retraites, tout cela disparaîtrait, rendu inutile par l'allocation universelle, revenu basique complété par des actes commerciaux et des placements boursiers...

Pour l'abolition du salariat !

La confusion créée et entretenue par des intellectuels comme André Gorz (le nouveau penseur attitré de la C.F.D.T. et du collaborationnisme de classe?) ne résiste pas à l'opposition d'un projet sociétaire anticapitaliste et antiétatique. À aucun moment, les promoteurs de l'allocation universelle (aux origines politiques diverses mais s'inspirant majoritairement de l'humanisme bon teint et du catholicisme social), n'explicitent de propositions pour résoudre le problème des inégalités, et pour cause! L'égalité économique et sociale, l'autogestion, le fédéralisme, la réappropriation des moyens de production et de distribution, tout cela ne les intéresse pas. Pire encore, à leurs yeux, les inégalités font parties de la normalité du monde, et, à la seule idée qu'une révolution sociale puisse se déclencher, ils doivent redoubler d'énergie afin de trouver une réforme possible au capitalisme. Pour notre part, il faut être précis sur les objectifs et ne pas nous laisser piéger dans des revendications de cet acabit.

La bourgeoisie doit payer !

On connaît aussi depuis longtemps le fameux discours sur la société à deux vitesses : un discours qui tente d'opposer les « exclus » aux « inclus », c'est-à-dire ce camp où se retrouveraient pêle-mêle les salariés ayant un emploi et leurs exploiteurs.

Devant de telles âneries, nous devons réagir par des propositions et des initiatives porteuses d'unité entre tous les exploités et rétablir une analyse de lutte de classes. Nos efforts doivent tendre à fédérer les luttes des chômeurs et des salariés, les luttes antiracistes, antisexistes, etc.

À l'idée d'allocation universelle, comme à l'idée d'extension du R.M.I. à toutes les personnes de plus de 18 ans, nous devons répondre en redéfinissant des revendications et donc des dynamiques en concordance avec nos buts révolutionnaires. Pour être pratique, il semble beaucoup plus intéressant de se mobiliser en masse pour une refonte du système d'indemnisation chômage que de se laisser embrouiller par les théories fumeuses du revenu minimum garanti. En exigeant que la bourgeoisie paye intégralement les salariés qu'elle licencie et les individus au chômage, mais n'ayant pas cotisé suffisamment longtemps pour ouvrir des droits A.S.S.E.D.I.C., on se place d'emblée sur un terrain qui concerne tous les salariés actifs, chômeurs et également retraités!

On demeure dans l'optique de construire un rapport de force contre le patronat et, en même temps, on peut affirmer clairement notre critique du salariat et de l'économie de marché...

Le maintien intégral du salaire, l'accès à une indemnisation chômage pour les personnes n'ayant jamais ou peu travaillé, le financement des organismes de protection sociale par les seuls employeurs (arrêt de toutes les exonérations de charges patronales, « taxation » des profits directement par les salariés...) et leur gestion par les seuls salariés, peuvent devenir de réelles revendications de rupture, signifiant clairement par elles-mêmes que les seuls ennemis sont ceux qui nous exploitent et que l'entière faute du chômage repose sur eux et eux seuls!

Si l'on décide de se battre sur cet axe, il n'est alors plus besoin de parler du R.M.I. ou de l'allocation universelle et l'on peut critiquer ces deux systèmes pour ce qu'ils sont : des modes de gestion de la misère.

Régis. – groupe Dejacque (Lyon)

En bref

■ *Le numéro 21 du journal* La Mistoufle *du groupe libertaire dijonnais est sorti. Prix libre (port = 4,70 F). c/o La Mistoufle, 4 rue du Dr Chaussier 21000 Dijon . Permanences à la même adresse les 2e et 4e jeudis de 19 à 22 heures.*

■ *Le groupe Bakounine est présent sur le marché de La Palice, à La Rochelle le 1er dimanche de chaque mois (près du marché couvert). Groupe Bakounine, c/o ADIL, B.P. 3 - 17350 Port d'Envaux.*

■ *Le groupe de Marseille tient une Permanence le samedi de 15 h à 16 heures au Roi Lire. Contacts (en attendant un local) : Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris*

ÉVREUX

Grains de pollen

Un dimanche de novembre, un petit groupe d'individus distribue des tracts sur le marché du centre ville d'Évreux. Le slogan : « Les chômeurs s'organisent! » Première réunion le 21 novembre 1997 à la M.J.C. Il aura fallu des heures de discussions parfois houleuses mais toujours salutaires pour se mettre d'accord sur un texte de base et sur une plate-forme d'actions et de revendications. Puis il y a eu convergence entre le mouvement des chômeurs et Grains de pollen l'a rejoint comme un seul homme! Occupations et manifestations, il fut toujours présent. Largement médiatisé : 70 % approuvaient, approuvent ce mouvement pacifique.

Aujourd'hui, la détermination reste présente. De province en province, des comités se créent. Tous tentent de se fédérer, et d'avancer ensemble. Grains de pollen est l'un d'eux.

Parce qu'il n'est pas viable à long terme, ni écologiquement ni socialement, le modèle de société actuel va changer.

Grains de pollen dispose d'un local assez vaste (il aura fallu une nuit d'occupation à la mairie). Des permanences y sont tenues du lundi au vendredi de 14 à 15 heures et de 18 à 19 heures.

C'est un lieu qui se veut accueillant, chaleureux, un lieu de vie, d'échanges, de luttes et de réflexions. En deux mots, un lieu où s'exercent la solidarité et l'autogestion.

Les gens de Grains de pollen reçoivent chaque personne vivant dans une situation souvent difficile, et sont à même d'apporter une aide et un soutien moral.

Une feuille d'info nommée *Le Sirocco* sera diffusée chaque mois à compter du 1er mars, pour informer en particulier les chômeurs et les précaires des luttes menées, des droits de chacun et chacune.

Souhaitons que ce nouveau lieu permette au mouvement de s'inscrire dans la durée et qu'il devienne rapidement le carrefour de la contestation sociale et un lieu de réflexion pour bâtir un monde nouveau.

Sylvie. – groupe anarchiste d'Évreux

Quoi de neuf à Pleine-Fougères, Monsieur le juge ?

Souvenez-vous, durant les mois d'octobre et de novembre 1997, toute la presse parlait de l'affaire Caroline Dickinson, cette jeune fille assassinée dans la nuit du 17 au 18 juillet 1996. Ce crime odieux avait à juste titre soulevé l'indignation et l'émotion de la population. Malgré les moyens mis en œuvre, l'enquête piétinait et le ou les coupables restent introuvables. La population grogne, la presse anglaise s'indigne de l'incapacité de la gendarmerie, tout le monde s'énerve.

Le juge d'instruction chargé de l'affaire est alors renvoyé dans ses foyers et Van Ruymbeke se charge du dossier.

Une panoplie de moyens inédite en France

Celui-ci décide d'employer les grands moyens. Tous les hommes de 15 à 60 ans sont convoqués en deux fois pour passer des tests génétiques (voir M.L. 1097). Sous la pression médiatique, la population a collaboré : seule une personne a refusé de subir ces tests. Journaux, télévisions, radios se sont fait l'écho de cette affaire qui était une première en France.

La F.A. a été la seule organisation politique à dénoncer ces pratiques liberticides de mise en fiche de toute une population. Et la seule à critiquer un système judiciaire où c'est à l'individu de prouver son innocence alors que jusqu'à maintenant, c'était à la justice d'apporter la preuve de sa culpabilité. Avec ses modestes moyens et malgré le boycott de la presse, la F.A. a essayé d'attirer l'attention de la population sur le fichage et les dangers pour la liberté individuelle que représentent ces tests.

Van Ruymbeke voulait étendre les tests génétiques à toute la région, il semble pour l'instant renoncer à le faire. Malgré ses certitudes quant à la piste locale, qui cautionnait la tendancieuse mise en pratique des tests à Pleine-Fougères, il est parti à travers les prisons de France et d'Angleterre prélever les empreintes génétiques d'une partie de la population carcérale pour les comparer à celle de l'assassin. Bien sûr, promesse était faite à la population que tous ces tests seraient détruits, mais quelle confiance peut-on avoir en ces belles paroles ? Notamment pour la population carcérale qui a subi le test.

Le juge franchit une étape supplémentaire

Le juge nous ressort aujourd'hui un portrait-robot qui dormait dans un tiroir depuis septembre 1996. Comme dans un scénario bien rodé, ce portrait-robot permet à la presse de relancer la pression médiatique. Celui-ci est largement diffusé dans les journaux français et européens et les appels commencent à affluer de toute l'Europe de l'Ouest. À ce jour, plus de 1 500 personnes ont vu ou connaissent l'assassin mais aucune piste sérieuse n'a permis son arrestation. Surprenant, non ?

L'objet de cet article n'est pas, nous l'avons déjà affirmé, de prendre parti pour le coupable. Par contre, les méthodes employées par la justice nous laissent penser que l'arrestation de l'assassin n'est pas la seule finalité de cette affaire Ce crime a servi à mettre en œuvre toute une série de méthodes jusque-là utilisées avec la plus grande précaution et en toute discrétion.

Tout d'abord les tests génétiques réalisés à grande échelle – une première en France – sur toute une population qui a malheureusement largement coopéré, ensuite l'appel à la délation. Là, on était déjà plus habitué, mais la délation restait un moyen circonstancié et moralement inacceptable. Aujourd'hui, on la fait passer pour un acte de civisme. Enfin un journal anglais (le « Sun ») offre une prime de 100 000 F à qui permettra d'arrêter le coupable. L'argent devient le meilleur auxiliaire de la justice pour s'allier les délateurs en puissance.

Le coupable finira sans doute par être repéré, on assistera alors à la chasse à l'homme comme dans les plus mauvais westerns et ceux qui l'auront arrêté passeront pour des héros nationaux. Pauvre justice !

Pour finir certains jurés bretons (de Rennes et de Saint-Malo) l'ont un peu mauvaise quant à la mise en cause de leur collègue qui n'aurait pas, selon la presse, suffisamment creusé la piste du portrait-robot. Ce premier juge avait peut-être un peu plus de déontologie que Van Ruymbeke, avant de jetter en pâture aux loups le reste des libertés individuelles. La méthode Van Ruymbeke n'a toujours pas prouvé son efficacité (quand bien même !) mais a l'avantage de présenter la justice comme ayant besoin de méthodes et d'hommes forts (lui, évidemment !).

Ce n'est décidément pas une version de la justice ou du monde qui nous convient ! D'autant qu'en pleine période électorale on en a soupé des hommes providentiels qui nous rappellent ce qui est bon pour nous !

F.F.M. – groupe La Commune (Rennes)

Procès contre le Monde libertaire

Le maire socialiste de Noisy-le-Grand à autorisé la construction d'une chapelle intégriste. Il attaque en justice notre journal *le Monde libertaire* (cf ML n° 1113) qui a relaté l'affaire et bien sûr l'opposition qu'elle a suscité sur la commune. Voici une lettre type que nous demandons d'envoyer au maire.

.....

.....

.....

M. Pajon
Maire de Noisy-le-Grand
Place de la libération
93160 Noisy-le-Grand

Suite à votre procédure judiciaire demandant la condamnation du *Monde Libertaire*, je vous fais part de mon indignation devant ce que je pense être une volonté de censure.

Non content d'avoir favorisé l'implantation de l'extrême-droite à Noisy, vous cherchez à faire taire ceux qui ont contesté la construction de la chapelle intégriste. Tout incite donc à penser que vos intérêts sont aussi ceux des intégristes. Sinon, comment expliquer le fait que vous ayez autorisé le permis de construire de la chapelle, sous prétexte d'éviter des frais de justice aux contribuables noiséens, alors que vous n'avez pas autant de scrupules pour poursuivre *le Monde Libertaire* ?

Dans le combat antifasciste, qui est le nôtre, vous trouverons-nous du côté de l'extrême-droite ? Ne pas retirer votre plainte équivaudrait à répondre oui à cette question.

Un dimanche presque à la campagne

Le dimanche 8 mars 1998, à l'initiative du groupe Humeurs noires, un rassemblement de protestation s'est tenu dans la banlieue chic, à Marcq-en-Barœul, contre une série de conférences de l'association traditionaliste Renaissance catholique qui utilisait la Journée internationale des droits des femmes pour présenter sa vision de la famille – nombreuse – et de la femme au foyer. Les invités étaient Jean-Pierre Maugendre (1), son vice-président, Michel Berger, de l'Action familiale et scolaire, pour défendre ces « fondements de la société [...] objets permanent du mépris et de la risée de la classe politico-médiatique qui nous dirige », dénoncer le projet de Contrat d'union sociale (notamment son ouverture aux homosexuels) et enfin Xavier Dor sur l'avortement.

Le 8 mars 1998, donc, cette association qui vise à la « renaissance des valeurs chrétiennes » et qui mène chaque année en octobre une « Marche pour la Vie » à Marcq-en-Barœul, organise une journée de conférences sur la « famille », l'« homosexualité et le Contrat d'union social (C.U.S.) » et « contre l'avortement : au service de la vie ». Xavier Dor (2), leader des commandos anti-I.V.G. et président de S.O.S. tout-petits, répond à l'invitation de l'association pour présenter ce dernier thème. Ancien chercheur en embryologie, il a fondé cette association le 31 octobre 1986, afin de lutter contre le « nouveau génocide » des temps modernes que représente, selon lui, l'avortement. Il revendique, en 1995, 100 attaques de Centres d'interruption volontaire de grossesse. Sa présence et ces conférences devaient être considérées comme de véritables provocations en cette Journée internationale des droits des femmes.

En effet, les associations présentes prônent le retour de la femme au foyer par l'instauration d'un salaire maternel, l'augmentation des allocations familiales sans conditions de ressources pour relancer la natalité, la suppression de la pilule abortive R.U.486 et luttent activement pour faire échouer la création du Contrat d'union sociale pour les homosexuel(le)s afin de ne pas leur accorder les mêmes droits que les familles dites « normales » (selon leur expression).

Les associations de défense des droits des femmes et des homosexuel(le)s (les Flamands roses, les Dégénérées, Du côté des femmes, Femmes du Teepy...) ainsi que les syndicats, les mouvements politiques (Humeurs Noires et May Picqueray-F.A., G.R.A.A.F., C.N.T.-A.I.T...) et des individus non encartés, réunis en collectif le 3 mars 1998, ont appelé à un rassemblement contre la venue de Xavier Dor ce fameux 8 mars, devant le marché couvert Saint-Joseph.

Celui-ci s'est tenu vers 14 h 30 avec force banderoles, panneaux et slogans. L'affrontement entre les 80 opposants et les organisateurs est resté bon enfant, même si quelques tomates ont volé haut dans les deux sens. Et si M. Dor était blessé, c'était, en fait, du à un choc dans le T.G.V. du matin. Évidemment, la police nationale s'est interposée, les brigades d'intervention rapides sont... intervenues, puis la B.A.C. (brigade anti-criminalité) est venue jouer les gros bras. Marie-Christine Blandin est venue soutenir – en famille – cette manifestation à la grande gêne des forces de l'ordre.

Le reportage de France 3 région sera des plus elliptiques. Le S.O. de l'organisation a lui aussi fait le plein d'images en nous photographiant à coups de Leica. Nous ne connaissons pas l'impact vécu à l'intérieur puisque les sympathisants qui ont essayé d'assister aux conférences où le public très « famille Framboise » venait même de Suisse, ont été rebutés par l'entrée à 50 F.

Après un premier départ sous la pression policière, les manifestants sont revenus à l'horaire de l'intervention de Xavier Dor, pour trouver plusieurs affiches de l'A.G.R.I.F.F. et reconnaître un sbire du F.N. de Tourcoing. La police est revenue plus menaçante et les compagnes et compagnons ont du refluer. Comme la première fois, des immatriculations ont été relevées par les forces de l'ordre et un manifestant s'est fait coincer, à la cow-boy, par la B.A.C. sur le grand boulevard de Roubaix.

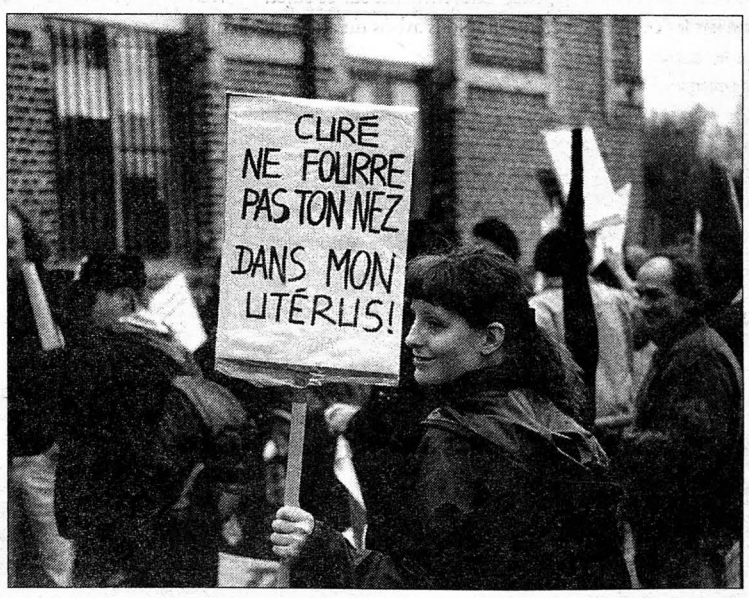
Devant le nombre de témoins accourus, les choses en sont restées là. Malheureusement, les provocations n'en restèrent pas là, puisque lors d'une pose dans « le » pub de Marcq-en-Barœul, des – bons – clients ont réussi à inscrire subrepticement des slogans racistes et des croix celtiques sur le matériel des manifestants.

Par ailleurs, divers slogans antireligieux ou autres ayant été bombés sur des bâtiments publics (mairie, église...) la veille – semble-t-il –, le maire de Marcq, Jean-René Lecerf, a décidé de porter plainte contre les associations qui ont appelé à manifester.

groupe Humeurs noires (Lille)

(1) Par ailleurs tête de liste F.N. aux régionales en Ille-et-Vilaine.

(2) Évidemment, Xavier Dor et ses sbires ne cachent pas leurs rapprochements avec les milieux de l'extrême-droite française et européene ; d'ailleurs, le quotidien catholique traditionaliste *Présent* annonce systématiquement les heures et les lieux de rendez-vous pour chaque nouvelle action anti-I.V.G.



Coupe du monde : quelle fête !

UNE VAGUE DÉFERLANTE se prépare. La France va être au centre des caméras du monde entier. Nous allons vivre, subir un des paroxysme de la société du spectacle : une coupe du monde.

Un mois de paix sociale

Le 28 janvier dernier on inaugurait le stade de France. Trois ministres communistes sont directement liés à la réussite de cet événement : Transports, Tourisme et Jeunesse et sports. Or on peut déjà être sûr que la C.G.T., dont la direction reste très liée au P.C.F., freinera tout mouvement pouvant toucher de près ou de loin la coupe du monde. Dans le courant du mois de janvier la C.G.T.-R.A.T.P. et S.N.C.F. déposent un préavis de grève pour le 28 janvier. Les revendications tournent autour des conditions de travail pendant la coupe. Le ministre des Transports, en bon communiste, et pour ne pas gâcher la fête, a tenté de briser nette la grève en réservant plus de 800 bus afin d'acheminer les spectateurs. Les problèmes d'embouteillage persistant, nos valeureux ministres communistes maintiendront la pression : « Je suis convaincu que le jour de l'inauguration, tout le monde aura le cœur à contribuer au succès de cette fête du football, mais aussi de servir le public » (1). Effectivement, les préavis seront suspendus ou maintenus sur des lignes sans importance !

Des gros moyens sont mis en place pour ficeler le mouvement social ainsi que les banlieues avec les opérations « la coupe des banlieues ». Seront organisés des tournois inter-quartiers, des concerts rap... Le tout consiste à séparer les publics et à ce que les jeunes de banlieues ne côtoient pas la proximité des stades. Les consignes dans la police sont claires : loin des stades et des champs de caméras il faut être un peu plus tolérant. Il nous faut une France propre sans vague.

Mais que va-t-on fêter ?

Pendant un mois, nous allons accueillir des équipes représentant des dictatures, des sponsors économiques qui vont se valoriser de soutenir cet événement, les services secrets américains préparant leur rencontre contre l'Iran... Alors que va-t-on fêter ? Une fête comme les autres où des joueurs toucheront des milliers de francs à chaque coup de ballon. Sauf que le football, tout comme le sport de fédération en général, a une fonction politique indéniable. « Lorsqu'une nation est en forme, cela se traduit dans tous les domaines, y compris celui du sport. Cela doit se compléter par la généralisation du sport à l'école. Ce qui est vrai de l'école l'est de la caserne. Tout cela je le sais et nous nous en occupons. » (2). Même les jeux olympiques, avec le message véhiculé autour de la fraternité et de l'internationalisme, n'échappent pas à cette règle. Charles Maurras, lui-même, l'avait très bien compris : « Cet internationalisme-là ne tuera pas la patrie mais la fortifiera. » (3). Une des premières fonctions du sport est de renforcer le sentiment national. D'ailleurs après des jeux offrant une coupe, on accueille les vainqueurs à l'Elysée pour les remercier, car leurs victoires ont donné du baume au coeur des pauvres et des exclu(e)s comme l'église savait si bien le faire il y a un siècle de cela.

Au-delà de ce nationalisme où riches et exploité(e)s doivent défendre la même équipe, nous ne pouvons pas éviter d'aborder en quelques mots les valeurs intrinsèques du sport de fédération :

- Le sport, c'est la règle émise par l'institution : la fédération ou la ligue centre du pouvoir maîtrise tout...

- L'institution centrale organise la pratique du sport à son image : sanctions, dirigeants, arbitres, capitaines... une hiérarchie stricte que l'on ne peut remettre en cause !

- La pédagogie du sport est très permissive car c'est une pédagogie du modèle et de la norme (culte du beau musclé, apologie de la souffrance et de l'héroïsme, culte du duel et de la compétition).

Une fête à quel prix !

Même l'amateurisme olympique est hors de prix. Il doit laisser un goût amer aux habitant d'Alberville et de ses environs. Le coût pour les diffiérentes collectivités publiques pour ces J.O. d'hiver est de 13 milliards au plus bas prix, 13 milliards pour deux semaines de J.O. d'hiver (les moins médiatisés) contre 50 milliards (plan Aubry) pour les exclus en trois ans ! De plus, on taxe un grand nombre d'entreprises publiques que les contribuables renfloueront si besoin : Crédit lyonnais, la Poste, A.G.F... L'état a investi dans une piste de bob de la Plagne, ou un tremplin de saut à Courchevel, qui restent pratiquement sans utilisateur, de quoi nous rappeler les débuts du stade de France. Le stade de France est privé (Bouygues possédant T.F.1., C.G.E. venant de racheter Havas avec 34 % de Canal+...) même si l'état a financé 50 % de sa construction (1,5 milliard) ainsi que les équipement environnants : parking, gare R.E.R. De plus, si sa gestion s'avère déficitaire les cinq premières années, l'état s'est engagé à couvrir le déficit. Toujours dans le budget de l'état, si le budget de la Jeunesse et des sports est en hausse depuis quatre ans, ce n'est pas pour financer un R.M.I. pour les moins de 25 ans mais bien pour financer à coup de millions les festivités. Mais tout le monde ne perd pas d'argent, les télévisions devraient empocher plus de 100 milliards de francs en trois semaines (chiffre le plus bas).

Et pour qu'il y ait spectacle, tout est bon : de la police qui veillera au maintien de l'ordre, de la fédération qui malgré ces milliards qui circulent exploitera quelques milliers de bénévoles, de la compétition qui n'aura que des contrôles antidopage limités... Tout sera bon pour que cette fête du nationalisme et du capitalisme réussisse ! Alors avec nos moyens (de la campagne d'affichage aux réunions publiques, à des actions symboliques plus subversives et peut-être médiatiques...) osons mettre notre grain de sable dans cette mécanique bien huilée.

Régis Balry (Groupe F.A. de Nantes)

(1) *Libération* du 24 janvier 1998

(2) Georges Pompidou

(3) *Le Monde* du 3 janvier 1980

MARSEILLE

Action directe au meeting de la gauche plurielle

Mercredi 10 mars, un collectif composé du Comité Anti-expulsions, de l'APOC, de la FA, du Scalp, d'Agua Calientes (zappatistes), de la CNT-Vignolles, de Dissensus (situs) et d'autres individus avait décidé de tenter une action pendant le meeting de la « gauche plurielle ». Ce meeting, le plus important de la campagne, a remplit une salle de 5 000 personnes, pour la plupart des encartés convoyés par cars entiers de différentes sections et cellules de la région pour écouter religieusement leurs leaders (esclave, vote et tais-toi !).

Il s'agissait de protester contre les expulsions des sans-papiers. Et plus précisément celle de Kader, insoumis au service national algérien et expulsé quinze jours plus tôt. Ce jour là, nous étions une trentaine à la Joliette. Deux camarades ont plongés pour empêcher le bateau de partir, en vain. Une équipe de Canal + suivait notre action mais s'est fait interpellé. Avec la disparition de la caméra, les keufs se sont lâchés : coups, interpellations, propos racistes, etc. Les dernières nouvelles concernant Kader ne sont pas rassurantes.

Nous voulions donc interpeller Chevènement sur ce sujet, ainsi que sur les centres de rétention. Nous avons du attendre que tous les autres « chefs » prennent la parole avant l'intervention du premier flic de France. C'est peu dire que ce fut très dur d'entendre tous les orateurs. Le candidat à la présidence, Vauzelle, prit a parole le premier ; son programme est extrêmement simple : barrer la route au FN et à Léotard. Il nous fit beaucoup rire en lançant un « Nous, le peuple » qui faisait obscène dans sa bouche. Ce fut ensuite au tour d'un communiste qui félicita le gouvernement pour son milliard distribué aux chômeurs (alors que l'intendance de Matignon coûte à elle seule 4 milliards). Il salua aussi le mouvements des chômeurs (sûrement la CGT dans son esprit). Comme pas mal d'entre nous militons avec AC ! depuis le début du mouvement, cela rajouta au malaise. Un écologistes intervînt par la suite, il nous affirma que les politiciens présents étaient des révolutionnaires, autant vous dire qu'il nous était de plus en plus difficile de nous contenir. Passons sur le discours de Zuccarelli qui endormit même ses militants. Ensuite, Guigou, « la » Garde des sceaux nous lit un petit discours sur l'honneur de la république...

Cela faisait deux heures que nous subissions ce martyr, quand ce fut enfin e tour de notre cher ministre de l'Interieur. A ce moment, nous nous vîmes, sifflets en bouche, et brandissant nos banderoles : « Kader, la honte », « Des papiers pour tous », « France : terre d'asile ? », « Non aux expulsions ». Profitant de la surprise, deux copains montèrent sur la scène pour approcher le micro, un seul y parvint mais il fut vite neutralisé par e service de sécurité. Nous réussiment à rester dix bonnes minutes avant que le S.O. ne s'échauffe et nous pousse brutalement vers les sortie. Cependant, ils attendirent que nous nous retrouvions dans un sombre et étroit couloir, à l'abri des caméras, pour balancer quelques coups.

La surprise passée, le flic en chef essaya de rattraper le coup. Alors que tous ceux qui étaient passés avant lui avaient essayé de faire croire qu'ils tendaint la main aux étrangers, lui nous répondait qu'on ne pouvait pas s'occuper de toute la misère du monde. Même si la parole nous a été refusée (nous n'étions sûrement pas de dignes représentant du peuple...), la victoire a été pour nous de gâcher leur fête de la pensée unique, qui au vu de l'éclairage, de la sono et du décor a du coûter pas mal de thunes. Les médias, tout heureux de l'événement (pour faire avancer la lutte, nous sommes pour l'instant obligé d'établir avec eux une sorte de symbiose), ont relativement bien rapporté l'événement (notamment Canal et M6). Cette opération nous a permis de faire passer le message que l'on voulait et faire prendre conscience à certains militants qu'ils étaient trahis par leurs représentants, que ce gouvernement appliquait des lois xénophobes. Expulsions, le FN en parle, les autres le font. Enfin, petite satisfaction, certains militants nous ont applaudis même si la majorité s'est ralliée à Chevènement en lui faisant une « standing ovation ».

A Marseille, la lutte s'organise à défaut de prendre de l'ampleur. Que ce soit au niveau des chômeurs, des sans-papiers ou de la lutte antifasciste, les actions deviennent plus efficaces car mieux organisées. De là vient sans doute du fait que c'est de plus en plus à la base que se prennent les décisions. L'autogestion a le vent en poupe, nous ne rencontrons que rarement des personnes hostiles à ce mode d'organisation.

Christophe Stéphan groupe de Marseille

Femmes au foyer Désir de travailler

Il est recensé deux millions et demi de femmes se déclarant « au foyer ». Bon nombre de discours politiques, religieux voire syndicaux nous ressassent les mêmes refrains. Les femmes auraient pleinement choisi cette situation, car leur place ne se doit-elle pas d'être auprès des enfants, à attendre le retour de travail du mari, en préparant des bons petits plats et en repassant les chemises !?

Or toutes les femmes n'ont pas choisi de rester à la maison. Certaines, découragées par le manque d'emploi auquel elles pourraient postuler, lassées par le chômage de longue durée, sans qualification, ou écœurées par les bas salaires qui leur sont réservés, arrêtent de rechercher du travail et se retrouvent dans la catégorie « femmes au foyer ».

Une enquête du ministère de l'Emploi et de la Solidarité démontre que « six femmes au foyer sur dix aimeraient travailler », c'est-à-dire être rémunérées pour un travail extérieur au domicile. Seulement 25 % d'entre elles motivent leur inactivité par le mariage, la maternité ou les enfants, et s'en trouvent satisfaites. 20 % ont dû renoncer à une vie professionnelle suite à un déménagement ou à cause de la profession de leur conjoint, 12,5 % sont contraintes de rester au foyer pour des raisons de santé. Pour 12,5 % d'autres femmes, c'est à cause du chômage. L'enquête révèle que même parmi les femmes qui volontairement restent au foyer, 46 % souhaiteraient travailler.

En fait, n'est-on pas fondé à penser que « le désir de travailler résulte avant tout de l'envie d'avoir une place dans la société » ? Voilà des chiffres qui démontrent que les discours les plus rétrogrades, traditionalistes et sexistes n'ont que peu de prise sur les femmes quant à leur envie d'être autonomes et inscrites socialement, même si pour une partie d'entre elles, momentanément ou plus durablement, leur univers social reste étriqué.

Hélène Hernandez
Chronique Syndicale sur *Radio libertaire*

L'A.M.I. de la « World Company »

L'OFFENSIVE LIBÉRALE POUR revenir sur cent ans de luttes sociales se déploie aujourd'hui énormément à travers des institutions internationales qui organise la coupe réglée des peuples au profit de la minorité capitaliste. L'O.M.C. sont autant de produits dangereux sécrétés par ces officines qui ont pour mission de développer un capitalisme morbide mais harmonieux. L'O.C.D.E. est une de ces officines(parmi les principales) qui distribuent sans cesse le manuel du savoir-faire des États qui contribuent à l'accroissement de la richesse capitaliste.

Les lois du marché ont trouvé devant elles depuis cent ans soit les combats ouvriers pour assurer une sécurité minimale ou abolir le salariat, soit les intérêts des bourgeoisies locales qui sont en concurrence entre elles. Il s'agit avec les institutions comme l'O.C.D.E. ou l'O.M.C. de revenir à un vrai marché et donc de fragiliser ces règles. Rien ne change dans la volonté des élites de détrousser les peuples, ce ne sont que les formes qu'ils mettent en place qui évoluent. Ainsi, ces règles protectrices posées par l'État (sous la pression des luttes sociales) ont été nécessaires à la construction d'un capitalisme pacifié. Aujourd'hui, le principe de cette paix repose sur l'écrasement des capacités de résistance des individus (avec le chômage) et leur endoctrinement par les institutions totalitaires que sont les médias. Il n'est plus besoin de ces règles : il faut enfoncer le clou et aller plus loin dans l'écrasement en faisant des règles contraignantes pour les peuples et les États qui voudraient s'y soustraire. La mystification, à laquelle la gauche et les bureaucraties syndicales vendues à la paix sociale ont participé, selon laquelle les États étaient le garde-fou d'un marché impérialiste ne tient même plus. Les règles de protection établies par l'État visent essentiellement à permettre le vol capitaliste quotidien et à protéger les intérêts des bourgeoisies locales. Aujourd'hui le capital transnational prend le pas sur ces bourgeoisies locales, devenues des boutiquiers en voie de prolétarisation, qui émargent au Front National, et l'État perd son intérêt stratégique.

La restructuration de « World company »

L'Accord Multilatéral sur l'Investissement arrive ainsi pour conforter cette évolution et lancer un programme offensif contre les populations. Il s'agit de faire sauter les derniers verrous qui empêchent les investissements et le capital de se déplacer comme ils veulent. Certains pays voudraient ainsi garder le contrôle de la terre pour leur bourgeoisie locale mais ne le pourront plus, à l'instar du Mexique avec l'application de l'accord de libre-échange de l'Amérique du Nord qui a du arrêter sa réforme agraire. Certains pays du Sud s'évertuent encore à penser qu'il faut protéger l'industrie nationale au moment de sa naissance mais cette stratégie dont la croissance des dragons asiatiques témoignent ne sera plus possible.

Il s'agit surtout avec cet accord de donner un droit imprescriptible et absolu aux investisseurs de faire des profits et de contester toute entrave à ce droit. Les États sont ainsi appeler à mater les contestations sociales puisqu'ils sont « responsables des troubles civils, révolutions, états d'urgence ou autres états similaires ». L'État pourra être attaqué s'ils n'arrivent pas à assurer la paix aux capitalistes. C'est là l'aboutissement logique de l'emprise du capital et des bourgeoisies sur les États que les anarchistes ont toujours dénoncés tandis que beaucoup d'autres voyaient en l'État un rédempteur du capitalisme. Il y a erreur et les capitalistes ont maintenant l'arrogance de le proclamer. Cette gangue libérale pousse le cynisme à son extrême et affirme ses principes avec clarté : ceux qui nous empêchent de détrousser les populations doivent être matés et si les États n'y consentent pas, il leur faudra nous rembourser les profits que nous n'avons pas pu faire. L'AMI installe en effet un tribunal international devant lequel les investisseurs pourront établir les manquements des États et demander des indemnisations pour les profits perdus. Cela peut concerner une grève qui dure trop longtemps, une nouvelle législation sur la pollution, une ville qui voulait favoriser l'emploi local... Nous arrivons à un point ultime de la domination capitaliste !

Évidemment, ce sont les pays du Sud qui vont trinquer encore plus car cet accord met en place les intérêts uniques des bourgeoisies des 29 États les plus riches qui composent l'O.C.D.E. Finies les politiques économiques volontaristes pour sortir du « sous-développement »; elles sont toutes basées à un moment sur les privilèges accordés à l'économie nationale. Les socio-démocrates et autres fractions de la bourgeoisie qui visent à une paix sociale capitaliste ne pourront même plus œuvrer, s'ils l'ont jamais pu d'ailleurs. Plus que jamais le changement radical de nos conditions de vies est à l'ordre du jour, plus que jamais le capitalisme nous montre qu'il ne se réforme pas, il s'élimine !

La trahison des représentants

Le pire c'est que cet accord montre à quel point, anarchistes, nous avons raison de nous défier d'un système représentatif qui nous montre chaque jour son inanité. L'A.M.I. est en négociation depuis 1995 sans que l'Assemblée nationale ne soit au courant... sans que nos vénérables syndicats n'en aient parlé. En effet, la C.F.D.T. et F.O., les chantres d'un syndicalisme de proposition qui soit constructif et vigilant, ont participé à travers la Confédération Européenne des Syndicats aux négociations depuis trois ans sans que rien ne filtre, jouant ainsi le jeu de ceux qui veulent négocier en secret les intérêts des populations. Ou est leur vigilance ? Nous voyons ici que la délégation à des élus nationaux ou syndicaux ne mènent à rien et qu'il ne faut pas compter sur eux pour résister, nous défendre face à cette arrogance libérale.

Mais il ne suffit pas de geindre à l'unisson des coteries médiatiques et intellocrates sur l'horreur économique qu'est censé être cet accord. Ce n'est pas des excès de l'ultra-libéralisme dont il s'agit mais de la logique libérale en elle-même. Cette logique amène à un rapport de force constant ou rien n'est jamais acquis, ni pour les patrons ni pour les populations. Il ne s'agit pas de mettre des règles pour corriger le marché mais de se rendre compte que toutes ces règles sont des pis-aller. Il faut alors être à même de rejeter la logique en elle-même plutôt que ses prétendus excès. Peu importe que ce soient des capitalistes américains, transnationaux ou français qui nous détroussent et font de notre société une société hiérarchisée basée sur le profit de quelques-uns : opposons nous de front à ces différentes minorités et associons nous aux autres majorités laborieuses des différents pays !

Il est clair que la gauche va nous gonfler avec l'exception culturelle et l'impérialisme américain mais il s'agit ici tout simplement de l'impérialisme des patrons et des élites dans nos vies... que les politiciens ne regrettent pas quand cela se passe avec de bons capitaux français. Le capital n'a pas de patrie, Ça tombe bien, les travailleurs non plus ! Les anarchistes et tous les révolutionnaires internationalistes ne peuvent que refuser de servir les intérêts de la bourgeoisie française ! S'il y a des licenciements en France, cessons de regarder du côté des États-Unis et opposons nous à la volonté des patrons de toujours faire plus de profits et de miner nos vies ici-même.

Most

dans la toile

Les élections passent, les problèmes subsistent. Afin de rester informer sur les luttes en cours, je vous suggère d'aller faire un tour sur le site d'Infosud (**http://www.jetty.org/infosuds/ACCUEIL.htm**). D'abord, il est beau, ensuite, ils font vraiment un effort pour le maintenir à jour.

La Page anti-Fn change quitte HOL pour Mygale (**http://www.mygale.org/08/resist/**) avec une bonne page de liens vers d'autres sites francophones antifa et les dernières infos (une bonne pige du Canard). Vous pouvez aussi écrire (**resist@wanadoo.fr**).

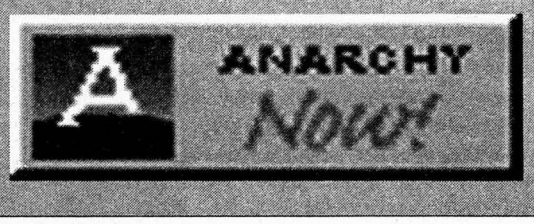
Un rappel pas nécessairement inutile, les précieux liens de la FAQ (Prononcer FAK, lire *Frequently asked questions* ou « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur... ») anar reste incontournable si vous faites vos premières glissades dans la toile (**http://www.geocities.com/CapitolHill/1931/links.html**). Si vous êtes curieux de voir le site du créateur de la FAQ, suivez le lien (**http://flag.blackened.net/revolt/inter.html**) ; ce n'est pas vraiment ma tasse de thé mais ca peut toujours intéresser, en passant.

L'Institut d'études anarchistes d'Albany (**http://www.empireone.net/~ias/Default.htm**) vient de publier sur le web le dernier numéro de sa lettre semestrielle : Perspectives on anarchist theorie (**http://www.empireone.net/~ias/newsletter.htm**). Si la lecture en est aride, on peut y trouver des pistes pour des réflexions à venir.

Barthelemy me demande de vous communiquer la nouvelle adresse d'Ab Irato (**http://perso.wanadoo.fr/weboffice/abirato/**).

Voilà, j'espère n'avoir rien oublié et vous donne rendez-vous à bientôt, dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
email : bek_ml@hotmail. com



Erratum

Dans le précédent numéro du *Monde libertaire* (n°1114), une lourde erreur de traduction s'est glissée dans l'article sur l'Irlande du Nord en raison du peu de connaissances de notre traducteur sur la situation complexe de l'Ulster, ainsi que par le sens trompeur du terme « unionist » au niveau de la stricte traduction. Ce terme désigne de façon courante les partisans du maintien de l'Irlande du Nord sous l'autorité de la couronne britannique (les partisans de l'union) mais le terme « union » veut dire en anglais « syndicat », d'où la confusion. Il fallait donc lire unionisme à la place de syndicalisme. Le titre de l'article étant alors « Irlande du Nord, les unionistes et le processus de paix ».

Cette erreur de traduction a abouti à des contresens particulièrement lourds de conséquences au niveau politique dans quatre phrases que nous vous restituons sous la bonne formule afin de lever toutes ambiguïtés. Il fallait donc lire :

- Le groupe qui tire les bénéfices les plus évidents de la division sectaire est la classe dirigeante protestante, représentée par les unionistes (et non les syndicalistes) des D.U.P et U.U.P.
- Toute suggestion de modifier, fusse légèrement, la répartition des pouvoirs est saluée par un orage de protestations de la part des leaders unionistes (et non syndicaux).
- Ces groupes (les escadrons de la mort loyalistes) ne sont pas, contrairement à ce que les unionistes (et non les syndicalistes) voudraient nous faire croire, composés de quelques hommes violents isolés mais sont en fait un instrument nécessaire des puissantes structures unionistes (et non syndicales).
- En outre, à la différence de son prédécesseur, John Major, il (Tony Blair) n'a pas besoin du soutien des unionistes (et non des syndicalistes) au parlement.

La clé de Berne. Alain (Georges) Leduc
La vie de ch'minots ch'timis

Le comité d'établissement de la S.N.C.F. de la région de Lille concerne une population cheminote d'environ 100 000 personnes, dont 10 500 agents, 20 000 retraités et leurs familles.

Les élus de ce C.E. mettent en œuvre une politique culturelle, axée notamment sur la lecture, par l'accès à quinze bibliothèques locales et une bibliothèque de prêt par correspondance gérée par le C.C.E.

En parallèle, la commission Santé et conditions de travail a mené une étude économique sur les conditions de travail et toutes les nuisances induites par le travail:
- horaires (travail de nuit, travail décalé, travail posté...);
- environnement (pollution, bruit, poussière, amiante, produits toxiques);
- pénibilité (postures, manutentions);
- mutations technologiques (travail sur écran, isolement).

Cette étude traite aussi des pathologies du travail: éthylisme, stress, syndrome anxio-dépressif, et de leurs répercussions sociales et individuelles.

Pour faire suite à cette étude et aborder autrement la lecture, le C.E. a commandé à un écrivain, Alain (Georges) Leduc, un texte littéraire mettant en scène les conditions de vie et de travail de cheminots et de chéminotes.

Ce texte s'inscrit dans un territoire précis, entre La Panne et Aulnoy-Aymeries. Dans les cuisines on parle de kippers grillés ou de choux-chimette.

« Sa feuille de route lui donnait un train lourd : un 2040 tonnes, de 483 mètres de long... Dans sa "bécane" deux machines BB 16 500 accouplées en unité multiple (...), Xavier était totalement livré à lui-même, sur ce petit raidillon de voie en pleins contreforts des Ardennes. »

Si vous voulez en savoir plus sur Xavier ou Sandrine, Abel ou Gabrielle, Alain (Georges) Leduc évoquera son livre dans l'émission « Chroniques syndicales » du 28 mars et le dédicacera à la libraire du Monde libertaire à partir de 16 h 30. Vous pouvez aussi commander le livre à la librairie: il coûte 95 francs.

Elisabeth Claude. - Chroniques syndicales (*Radio libertaire*)

à la petite semaine

Tous des ânes

A l'heure où sont écrites ces lignes les urnes n'ont pas encore, selon le cliché que le pédantisme journalistique moyen dispute à l'illusion démagogique, prononcé leur verdict. Cela n'empêche pas les politologues émérites, les éminents observateurs, les commentateurs patentés et autres éditorialistes distingués d'y aller depuis des semaines de la plumes ou du micro pour scruter, examiner, approfondir, analyser, disséquer, démontrer et démonter les petites phrases, les grandes envolées, les propos d'estrades et les effets de tribune, en tirant d'hypothétiques, d'éventuels, de probables, de presque évidents et de quasi certains résultats et ce qu'ils révéleront bientôt, indiquent déjà, démontrent dès maintenant et laissent penser depuis toujours des intentions, des constances, des changements, de la maturité et du désarrois du corps électoral français.

Nous nous contenterons ici de rappeler, face à ces bateleurs de cirque, ces aboyeurs de foire, ces racoleurs de spectacles douteux, un petit récit qu'Esope inventa il y a 2500 ans (et que La Fontaine lui emprunta) : Un homme se promenait sur son âne et, sentant la fatigue l'envahir, s'accorda une petite sieste sous un arbre tandis que l'âne, tout à sa liberté, se roulait dans l'herbe et se gratifiait de moult chardons succulents. Une rumeur violente réveilla l'homme qui, grimpant à l'arbre, aperçut une troupe s'avancer. Il tenta alors de reprendre son âne pour fuir mais celui-ci s'échappe. Vite, lui dit l'homme, voilà l'ennemi! et l'âne de se dérober encore en disant: « que m'importe votre ennemi, le mien et celui qui se juche sur mon dos. »

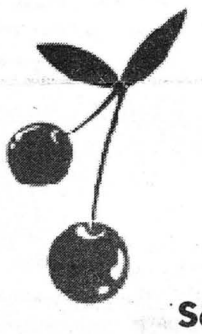
Floreâne

copinage

MEJ-trio interprète Brassens au théâtre de Dix heures jusqu'au 21 mars à 20 h 30. Location : 01 49 25 82 40. 130 F (réduit : 100 F).

La plus rebelle des radios fait la fête !

Radio libertaire rencontre ses auditeurs



Plus d'une trentaine d'émissions présentes...

Théâtre, poésie, musiques, expos, livres, disques, K7, débats...

samedi 21 mars

entrée gratuite de 14 heures à 20 heures. de 20 heures à 22 heures, musique et danse tzigane. Entrée 50 F (30 F chômeurs). 31, rue Farcot, Saint-Ouen (93), métro Garibaldi

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 19 mars à 18 heures :
Si vis pacem : Les polars antimilitaristes, avec Patrick Pécherot.

jeudi 19 mars à 20 h 30 :
Microclimat: avec Thierry Meyssan, du réseau Voltaire.

vendredi 20 mars à 14 h 30 :
Jazz en liberté: Archie Shepp-Horace Parlan duo en public (1987); Nelly Pouget- Marilyn Grispell duo (1997); Davis Murray-Georges Arvanitas (1990).

vendredi 20 mars à 16 heures :
Reflex: des éditeurs contre le F.N.

diamche 22 mars à 10 heures :
Ni maître ni Dieu: Joelle Brunerie-Kaufmann sur le thème « contraception, une révolution ? ».

lundi 23 mars à 19 h 30 :
La mémoire sociale: suite de la série consacrée à Karl Marx.

mercredi 25 mars à 10 h 30 :
Blues en liberté: Voyage, train et blues.

Après les colloques « Littérature et anarchie » et « La culture libertaire », le Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles de l'Université Pierre-Mendès-France de Grenoble et les éditions A.C.L. organisent un nouveau colloque international

Les incendiaires de l'imaginaire
Grenoble les 19, 20 et 21 mars 1998

Extrait du programme :

Dynamique de la rêverie politique • Les imaginaires contre la société de contrôle • La fable du corps incendiaire chez Artaud • Sade et son lecteur • Le corps flamboyant chez Rabelais • Action collective et révolution sociale • Landauer et l'étincelle révolutionnaire • La fonction subversive de l'imaginaire utopique anarchiste • De la banda del Matese à Allan Ginsberg • Anarchisme et contre-culture « le San Francisco Oracle », 1966-68 • Déjacque et Coeurderoy, utopisme et imaginaire subversif • Mille marmites • Les luddistes : incendiaires des machines de la révolution industrielle.

Les 19 et 20 : Salle des colloques, bâtiment Sciences de l'Homme et mathématiques
le 20 : Amphi MRASH, maison Rhône-Alpes des Sciences de l'Homme

L'avenir de la morale • Jean Cazeneuve

Mieux vaut partir d'une histoire pour aborder les questions de morale. Celle-ci est extraite du dernier livre de Jean Cazeneuve, « L'avenir de la morale » et se passe pendant la deuxième guerre mondiale. Un aviateur anglais, dont l'avion vient d'être abattu à côté d'un village, vient se réfugier dans la seule maison dont les membres sont connus pour être proches des idées de la collaboration.

« Or, contre toute attente, ces Français plutôt enclins à la collaboration décident d'offrir chez eux un refuge au soldat des forces alliées jusqu'à ce qu'il puisse trouver le moyen de joindre des unités de résistants... Pourquoi? »

Cette famille transgresse sa morale-culture ou éthique en faisant un choix supérieur à ce que lui indique la raison. Elle symbolise le heurt entre deux morales. Quelles sont ces deux morales? Bergson nous aide à les différencier en parlant de la morale close qui est liée à la tradition, la pression, aujourd'hui nous dirions culture, opposée à la morale ouverte qui vole vers l'idéal dont le chantre est le héros, celui qui transgresse l'ordre établi, et dont le symbole contemporain est la déclaration universelle et sacrée des droits de l'Homme.

Chaque être humain connaît le chevauchement de ces deux morales, celle liée à son milieu et celle sacrée des droits de l'Homme dont les valeurs sont Liberté, Égalité, Fraternité, trop souvent oubliées ou transformées en libéralisme, utilitarisme et solidarité! À l'heure où les élus sacralisés par le suffrage universel sont compromis dans des affaires, peuvent-ils être encore des modèles et des représentants de la défense des droits de l'Homme, des valeurs qui en découlent? Y a-t-il menace dans la maison morale? À l'heure où les seuls modèles qui sont proposés sont les sportifs ou les vedettes de la télévision, y a-t-il un avenir à la morale?

Pour Jean Cazeneuve: « L'homme moderne doit avoir une raison d'être pour éviter la déprime de l'acculturation »; c'est-à-dire, dans le langage actuel, un projet où l'idéal et la raison doivent reprendre leur part, et où la morale serait l'outil dans la conception de notre avenir!

Boris Beyssi. – émission le Manège (*Radio libertaire* - mercredi 14h-18h)

7 mars : manif des chômeur(e)s à Toulouse

Il est rare, dans notre pays, que des associations et qui plus est des syndicats appellent à la continuité d'un mouvement social pendant des campagnes électorales. La Fédération anarchiste a toujours appelé à rompre le silence des trêves sociales, c'est pourquoi nous avons participé à cette mobilisation dans laquelle nous avions toute notre place. Ce sont plus de 5 000 personnes qui se sont retrouvées à l'appel des associations et des syndicats de chômeur(se)s et de quatre groupes de la F.A.

Malgré le nombre important des comités autonomes de chômeurs en lutte et des slogans très radicaux d'A.C !-Gironde, nous avons été déçus par cette manifestation. Elle ne ressemblait guère aux manifestations pendant les occupations des A.S.S.E.D.I.C. Tout d'abord il était prévu que les femmes seraient en tête du cortège puisque 70 % des précaires sont des femmes. À notre grand étonnement elles ont été reléguées au milieu de la manif par la C.G.T. de Toulouse. Encore une fois il n'a pas été possible pour elles de se faire entendre.

Tout aussi grave, cette journée était prévue pour continuer les revendications du mouvement de cet hiver sur le relèvement des minima sociaux, dans les faits les revendications sont restées dans les sacs en bandoulières. Cette journée aura été mise sous le signe de la désunion qui a caractérisé l'organisation de cette journée, et la recherche a été plus de mettre du monde dans la rue derrière ses banderoles, sans mettre en avant la lutte et les revendications, ceci explique sans doute le manque de dynamisme qui aura caractérisé cette manifestation.

Cette désunion est sans aucun doute un des prémices de la lutte pour la représentativité qu'a offert le gouvernement aux associations de lutte contre le chômage, qui sont à ce moment-là devenues des associations de chômeurs, au lieu de répondre sur le fond aux revendications, dont 1 500 F de plus pour les minima sociaux.

Enfin il était prévu que le défilé soit organisé par région et l'Aquitaine devait être la première région à partir derrière la banderole commune, mais la C.G.T. a fait un tour de force en rassemblant un maximum de ses drapeaux en tête de la manif, donnant l'impression qu'ils étaient les grands organisateurs de la mobilisation. Enfin quand la manif fût terminée, rien n'avait été organisé pour donner la parole aux différents comités de chômeur(se)s.

Alors que des inculpés de la manif de la veille contre le Pen passaient en procès l'après-midi, les organisateurs d'A.C !-Toulouse n'ont pas voulu ou pensé déplacer le pique-nique jusque devant le palais de justice, et surtout l'information de l'existence d'un rassemblement sur ce procès après la manifestation, globalement, n'a pas été diffusée .

Tout cela nous démontre que certains ont bien l'intention de faire taire toutes les revendications ou de sonner le glas des occupations pendant les régionales.

Nous devons continuer à être avec les chômeur(se)s en lutte, les encourager à relancer la lutte par les occupations des A.S.S.E.D.I.C., car ils n'ont rien à attendre de ces élections.

Rémi. – groupe Emma Goldman (Bordeaux)

EVREUX

Souscription double peine

C'est parce qu'ils sont étrangers qu'ils sont victimes de la double peine. Bien que des efforts de la part des avocats ont été faits, les frais restent élevés. Nous savons d'autre part qu'en cas de victoire, les démarches administratives sont onéreuses…

C'est pourquoi nous comptons sur votre soutien financier. L'idéal serait pour nous de réunir la somme de 50 000 F.

Les dons sont à envoyer à l'ordre de :

Cercle d'études sociales, ccp Rouen 4-469-70R, B.P. 4202 - 76 723 Rouen cedex.

Préciser au dos : « souscription double peine ».

Pour toute information, écrire à : C.E.R.EL., B.P. - 27 002 Evreux cedex.

Lyon : 5e Journée libertaire

Une journée sous le signe de la Révolution !

Le samedi 7 mars s'est tenue, à Lyon, la 5e édition de la Journée libertaire, organisée par l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste (U.R.R.A.F.A.). Après la belle réussite de la quatrième édition de cette journée en novembre 1996, réussir cette 5e édition était un véritable enjeu. Un enjeu d'autant plus dur que cette journée se déroulait en même temps que la journée d'action des chômeurs et que de toute notre région des départs étaient organisés pour Marseille ou Paris (plus de 300 au départ de Lyon). Malgré cette situation nous étant plutôt défavorable, c'est finalement près de 400 personnes, qui tout comme l'an précédent, sont venues nous rencontrer, débattre, s'informer ou tout simplement passer un agréable moment de détente et de convivialité.

Dans la grande salle, autour de la buvette et de sa fameuse sangria « Ascaso », il était possible de découvrir plusieurs expositions et de faire ses emplettes et des rencontres auprès des nombreuses tables de presse présentes. Étaient invités les éditions libertaires A.C.L., les syndicats C.N.T. et S.U.D., le C.I.R.C., la maison de l'écologie, l'O.I.P. ou encore le collectif contre le racket (T.E.O.). Bien entendu une grande table centrale offrait le contenu de notre librairie la Plume noire mais aussi un espace d'information sur l'ensemble des groupes de notre U.R., leurs activités et leurs publications, ainsi que la colonie libertaire organisée chaque année en été. Tous les groupes de l'U.R. étaient bien évidement présents, que ce soient les groupes Kronstadt, Déjacque et Durruti de l'Union locale de Lyon, les deux groupes de Saint-Etienne, le groupe Makhno et le groupe les Asturies qui pour ce dernier pouvait présenter sa librairie-bibliothèque « la mauvaise graine » récemment ouverte à Saint-Etienne, le groupe Spartacus de Clermont-Ferrand, le groupe de Maurienne, le groupe Jules Vallès de Grenoble, la liaison sud-bourgogne et celle de l'Ain ainsi que les petits derniers du groupe Atanar de Savoie. De quoi répondre à toutes les attentes, toutes les questions et présenter une véritable implantation régionale de notre organisation. Dynamique régionale qui n'a d'ailleurs jamais été aussi bonne comme le montre l'activité et le développement des groupes, l'ouverture de nouveaux locaux où tout simplement l'excellente ambiance dans laquelle nous avons collectivement géré et animé cette journée.

Du côté des débats et tables rondes, les échanges furent fort fructueux. Les huit débats et les quatre tables rondes proposés sur l'ensemble de la journée ont attiré, suivant les heures, de nombreuses personnes en attente de perspectives de notre part ou souhaitant simplement poursuivre une réflexion déjà entamée à nos côtés. Notons que les débats sur la violence à l'école et les perspectives d'éducation libertaire, sur le travail, la précarité et le chômage ainsi que celui sur l'enfermement carcéral et psychiatrique furent ceux qui ont attiré le plus grand nombre de participants. La table ronde sur l'antifascisme remporta dans son domaine la palme et dès le milieu d'après-midi la salle de projection s'avéra trop étroite.

Enfin impossible de conclure sans parler de la troupe Tsek qui clôtura la journée par la représentation en soirée de la pièce « Makhno, une histoire des paysans insurgés d'Ukraine ». Si nous avons déjà parlé de cette pièce dans les colonnes du Monde libertaire (1), nous ne dirons jamais assez la grande qualité de ce spectacle tant au niveau artistique, historique que politique. Si vous avez un jour l'occasion de voir cette pièce, ou mieux de la faire passer dans votre région, n'hésitez pas un seul instant (2). Ce soir-là, les 300 personnes qui assistaient à cette représentation ont pu, durant plus d'une heure trente, revivre à travers le rire, l'émotion et même l'exaltation l'épopée de nos camarades makhnovistes. Un spectacle riche d'enseignements pour les luttes et les révolutions futures…

Une grande réussite finalement pour une journée qui, sous l'intitulé « de la révolte à la révolution », tint ses promesses. Un bilan politique marqué par la fidélité, au cours des années et des luttes, d'un réseau de sympathisants qui se développe et gagne en clairvoyance et « maturité » politique comme l'ont montré les échanges au cours des débats et tables rondes.

Une journée qui, par le nombre et la diversité des individu(e)s rassemblé(e)s, montre clairement l'étendue d'une influence loin d'être marginale dans son poids et sa nature même si trois ou quatre « agités » (par éthylisme ou mauvais esprit) n'ont pu s'empêcher de se faire remarquer. Mais cela c'est de l'anecdotique. La prochaine édition, c'est pour quand?

David. – groupe Durruti (Lyon)

(1) *Monde libertaire* n° 1095

(2) Pour contacter la troupe Tsekh et obtenir les conditions d'accueil du spectacle écrire à : Rosa Gasquet/Troupe Tsekh, 69 rue Longue des Capucins, 13 001 Marseille.

AGENDA

jeudi 19 mars

TULLE : La C.N.T. interco Corrèze organise une soirée débat sur **l'éducation libertaire : histoire et expérience**, avec l'intervention de deux permanents de l'école Bonaventure, à 20 h 30 salle Marie Laurent.

vendredi 20 mars

ANGERS : Le groupe de la Fédération anarchiste organise la projection du film ***« Un Autre Futur »*** suivie d'un débat avec Aimé Marcellan, militant et scénariste du film, à 20 h 30 à l'Étincelle, 26, rue Maillé.

CLERMONT-FERRAND : Réunion publique sur « **Bonaventure, une autre école** », organisée par la CNT-AIT à 20 h 30, salle 9 de l'ancien Lycée Blaise Pascal, 3, rue Maréchal Joffre.

MONTPELLIER : Le groupe de la Fédération anarchiste organise la projection d'un documentaire sur la campagne de Bill Clinton suivie d'un **débat sur les anarchistes et les élections** à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc à 20 h 30.

samedi 21 mars

GUÉRET : La Fédération anarchiste de la Creuse organise une conférence-débat avec l'**école libertaire Bonaventure** à partir de 20 heures à la maison des associations de Braconne. Le débat sera élargi à la question : « quelles alternatives au capitalisme aujourd'hui ? » Entrée libre.

lundi 23 mars

NANTES : Réunion publique organisée par le groupe Milly Witkop de la Fédération anarchiste « **Antifascisme et anarchisme** » avec Ronald Creagh à 20 h 30 au Local, 16 rue Sanlecque.

mardi 24 mars

QUIMPER : Réunion publique organisée par le groupe libertaire « **Antifascisme et anarchisme** » avec Ronald Creagh à 20 heures, Halles Saint-François.

mercredi 25 mars

TOURS : Conférence « un siècle d'éducation et de pédagogie active, anti-autoritaire et libertaire » **à 16 heures à la fac des lettres** avec Jean-Marc Raynaud, **à 19 heures à Utopia,** 32 rue Carnot, une bouffe, et **à 20 h 30** débat sur Bonaventure.

VANNES : Réunion publique organisée par le groupe René Lochu de la F.A. « **Antifascisme et anarchisme** » avec Ronald Creagh à 20 h 30, Palais des Arts.

samedi 28 mars

ANGERS : Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste organise une journée sur **la révolution espagnole** à partir de 15 heures avec expo et vidéo sur les femmes dans la révolution (*Toda la vida*) et une réunion publique sur « les réalisations autogestionnaires dans la révolutions espagnoles » avec Franck Mintz, à 17 heures à l'Étincelle, 26, rue Maillé. Un repas suivra (inscription avant le 25).

dimanche 29 mars

BOURGES : Le groupe de la Georges-Brassens de la Fédération anarchiste organise la projection du film ***« Un Autre Futur »***, film sur la révolutions espagnole et le rôle des anarchistes, à 14 h 30 à l'Atomic café, 25, Pont-Vert (Marmagne). Entrée libre, apéro à l'entracte. Une navette partira de la place Sénancourt (RDV 13 h 30).